Lettre et questionnaire du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d’esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences

***1) Quelles sont les principales causes/les principaux moteurs du « sans-abrisme » dans votre pays ?***

Avec la signature de la déclaration de Lisbonne en juin 2021, portant sur la création de la Plateforme européenne pour la lutte contre le sans-abrisme, le gouvernement luxembourgeois a réitéré ses engagements dans la lutte contre le sans-abrisme et l’exclusion liée au logement dans toutes ses formes et à y mettre fin d’ici 2030.

Afin de mieux déterminer les besoins en matière de lutte contre le sans-abrisme, le Ministère de la Famille, de l’Intégration et à la Grande Région a chargé l’association sans but lucratif « Inter-Actions » de réaliser des dénombrements physiques biannuels des personnes sans-abri au Luxembourg.

Il importe au Ministère de disposer davantage de données sur la trajectoire des personnes concernées pour cibler les mesures en leur faveur. Ainsi, hormis le comptage des personnes sans-abri, le dénombrement récolte des données socio-économiques.

Dans ce cadre, une première édition du dénombrement des personnes sans-abri a été lancée le 26 octobre 2022, dans les 24 quartiers de la Ville de Luxembourg.

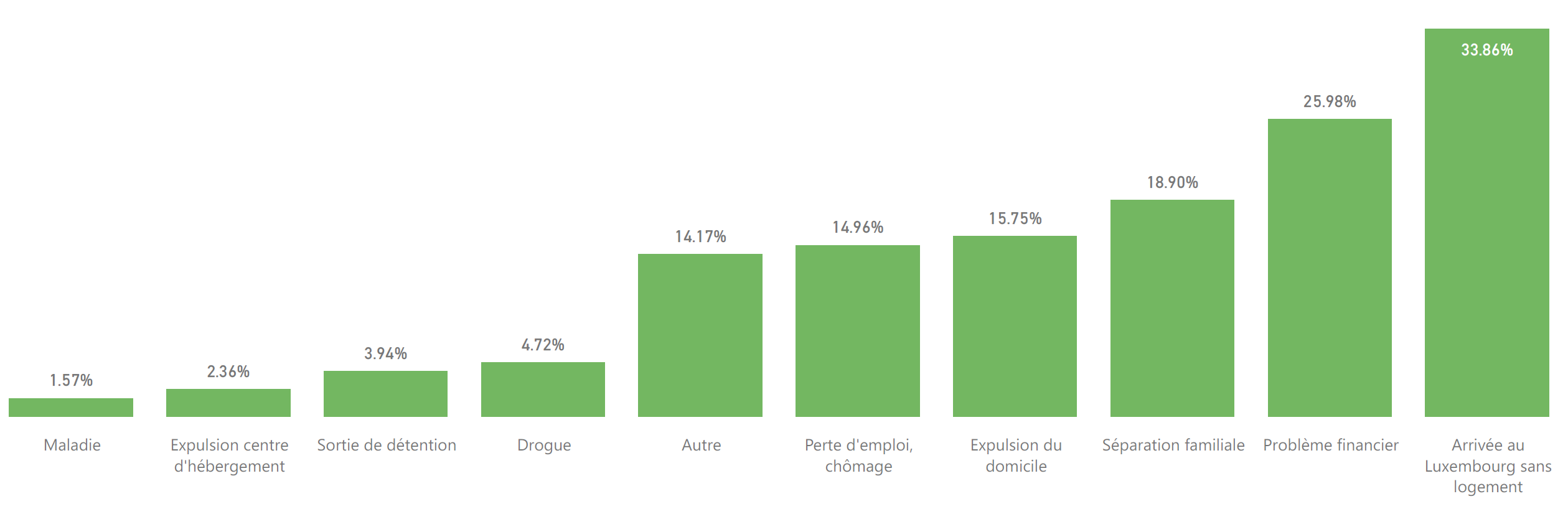
Il est à noter que les résultats[[1]](#footnote-1) de cette première édition présentent une photographie ponctuelle du jour du recensement et incluent uniquement la situation des personnes présentes dans les rues de la capitale du pays. La première édition[[2]](#footnote-2) a servi de mesure étalon : elle sera évaluée en continu pour affiner le concept et l’adapter en fonction des observations et résultats du terrain, y inclus l’extension du champ d’application à d’autres villes.

197 personnes ont été recensées le 26 octobre 2022, dont 130 ont accepté de répondre au questionnaire. L’échantillon est donc relativement faible et les résultats doivent être interprétés en conséquence.

Les participants indiquent comme première raison de difficulté de logement « l’arrivée au Luxembourg sans logement ». Ainsi, 43 personnes sont arrivées au Luxembourg sans avoir prévu ou trouvé une solution de logement pour la période de leur séjour au Luxembourg.

D’autres raisons sont : les problèmes financiers, la séparation familiale, l’expulsion du domicile (déguerpissement, mesure d’éloignement en cas de violences domestiques, …) ou encore la perte d’emploi. Toxicomanie et troubles addictifs sont peu repris.

14,17 % des personnes rencontrées ont indiqué une « autre » raison. Cette catégorie inclut par exemple l’attente de régularisation de papiers, la perte du revenu d’inclusion sociale ou encore des conflits familiaux.



Rapport final du recensement des personnes sans-abri au Luxembourg du 26.10.2022, p.14

2) Existe-t-il des preuves que des personnes en situation de « sans-abrisme », sont exploitées dans des formes contemporaines d'esclavage telles que le travail forcé ou la servitude, les pires formes de travail des enfants, l'exploitation sexuelle qui peut équivaloir à l'esclavage et d'autres formes d’exploitation dans votre pays ?

Les résultats du recensement des personnes sans-abri du Luxembourg ne révèlent pas de formes contemporaines d’esclavage des personnes en situation de sans-abrisme. Aucun mineur n’a été recensé lors du recensement.

Si c'est le cas, veuillez fournir des détails en ce qui concerne :

* 1. Profils des victimes (par exemple, âge, sexe, identité de genre/orientation sexuelle, ethnicité, nationalité, statut migratoire, statut socio-économique, race et toute autre caractéristique).
  2. Profils des exploiteurs (par exemple, organisations criminelles, trafiquants d'êtres humains, entreprises privées/employeurs, autres) ;
  3. Méthodes de recrutement des personnes en situation de « sans-abrisme », y compris les enfants vivant ou travaillant dans la rue ;
  4. Manifestation/type de l'exploitation (par exemple, l'exploitation sexuelle et/ou l'exploitation du travail dans divers secteurs tels que l'agriculture, le travail domestique et la construction, ainsi que l'exploitation criminelle (par exemple, la mendicité forcée, la production/le trafic de drogue, le vol, etc.) y compris leurs dimensions de genre.

/

3) Existe-t-il des preuves que le « sans-abrisme » est une conséquence des formes contemporaines d'esclavage dans votre pays (c'est-à-dire que les victimes domestiques/étrangères se trouvent dans une situation de « sans-abrisme » après avoir été exploitées sexuellement et/ou par le travail) ? Si oui, veuillez expliquer plus en détail.

Depuis 2014, les services InfoTraite décrits ci-dessous sous le point 4 ont vu trois cas où des victimes d’exploitation se sont retrouvées temporairement dans une situation sans domicile fixe. Il s’agit de 3 hommes qui ont quitté leur situation d’exploitation et se sont retrouvés dans cette situation vulnérable avant d’être détectés et identifiés par la police judiciaire. Après l’identification, ils ont été pris en charge par InfoTraite :

**2014 :** 1 homme, né 1983, d’origine indienne, travail forcé (restaurant)

1 homme, né 1989, d’origine bangladeshi, travail forcé (restaurant)

**2023 :** 1 homme : né 1987, d’origine colombienne, travail forcé (construction)

4) Existe-t-il des exemples de mesures positives prises par votre gouvernement pour empêcher que les personnes en situation de sans-abris ou risquant d’y entrer, y compris les enfants vivant ou travaillant dans la rue ou sortant d'une famille d'accueil, ne soient soumises à des formes contemporaines d'esclavage ? Dans l'affirmative, veuillez fournir des détails, qui peuvent inclure, sans s'y limiter, l'élaboration/la mise en œuvre de cadres législatifs, politiques et institutionnels, un soutien matériel/financier et la promotion de l'accès au logement, à l'éducation/la formation, à un travail décent, à la santé/aux services publics, ainsi qu'à la justice et aux recours.

La stratégie nationale contre le sans-abrisme et l’exclusion liée au logement (2013-2020) étant venue à échéance, le Ministère a chargé le LISER, institut de recherche public, de l’évaluation finale. L’évaluation vérifiera la mise en œuvre des actions préconisées dans la stratégie ainsi que l’atteinte des objectifs définis. Elle analysera les effets de cette mise en œuvre et formulera des recommandations permettant au Ministère de continuer sa lutte contre le phénomène du sans-abrisme de manière cohérente. Cette évaluation est en cours de finalisation et les résultats seront présentés dès finalisation du rapport.

En vue de réduire l’exclusion liée au logement et le sans-abrisme, le Ministère mettra en pratique les conclusions et recommandations formulées dans l’évaluation finale de la stratégie et continuera ses efforts en mettant en œuvre des actions en faveur des personnes les plus vulnérables, notamment en s’accentuant sur l’approche Housing First.

D’une manière générale, l’offre de structures d’hébergement pour adultes a évolué de manière significative au cours des dernières années. Le nombre de personnes pouvant être accueillies auprès des structures conventionnées avec le Ministère de la Famille, de l’Intégration et à la Grande Région a plus que quadruplé entre 2012 et 2020. Cette hausse s’explique par la mise en place de nouveaux projets et l’augmentation des capacités au niveau des structures existantes.

En premier lieu, il est important de noter que si une situation de sans-abrisme peut être à la base ou la conséquence d’une exploitation dans le cadre de la prostitution ou de la traite des êtres humains, le sans-abrisme n’est pas toujours lié à ces formes de criminalité. Il convient dès lors de ne pas faire l’amalgame entre la traite des êtres humains et la prostitution « de rue » d’une part, et le sans-abrisme d’autre part.

En matière de lutte contre la traite des êtres humains, un service spécialisé de la Police judiciaire (Cellule de recherche des fugitifs et de protection des victimes) est responsable de la mise en œuvre du programme de protection et assure notamment la détermination du niveau de dangerosité et la prise en charge des victimes de la traite.

En outre, des flyers et brochures sont mises à disposition du public et le Luxembourg participe régulièrement à des campagnes de sensibilisation s’adressant au public et aux victimes. À titre d’exemples, l’on peut citer :

- Un dépliant spécifique à destination de toutes les victimes et victimes potentielles. Le dépliant contient des informations utiles par rapport aux indices d'exploitation et les coordonnées des principaux acteurs dans les langues le plus souvent identifiées parmi les victimes voire les langues des éventuelles victimes potentielles, à savoir l'anglais, l'allemand (de), le français (fr), l'espagnol (es), le portugais (pt), le serbo-croate (sh), le roumain (ro), le farsi (fa), le chinois (zh), l'arabe (ar), le tigrigna (ti), l'albanais (sq), le russe (ru). Il contient également des pictogrammes pour attirer l'attention de personnes analphabètes ou illettrées.

Ce dépliant est distribué par la Police ou d’autres acteurs du terrain comme les inspecteurs de l’Inspection du Travail et des Mines, les services d’assistance, l’Office national d’accueil etc. voir mis à disposition de tous dans l’enceinte d’administrations, ministères, hôpitaux etc.

Il a été délibérément décidé de ne pas publier ce dépliant sur un site et certaines informations sur le « layout » de la brochure n’ont également pas été publiées dans le but de ne pas avertir les auteurs.

En matière de prostitution, le service d’aide DropIn de la Croix-Rouge offre une assistance aux personnes souhaitant quitter le milieu de la prostitution. Dans ce contexte, le DropIn a mis sur pied une stratégie d’EXIT qui se base sur des principes qui, d’une part, respectent la volonté des personnes souhaitant quitter le milieu de la prostitution dans le cadre d’un projet individualisé, et qui, d’autre part, obligent ces dernières à respecter des méthodologies et démarches strictes et clairement expliquées au moment des entretiens individuels entre les responsables du service DropIn et les candidat(e)s.

La stratégie d’EXIT s’adresse tant à des prostitué(e)s qui ne disposent pas de logement propre qu’à ceux/celles ayant un logement. La stratégie se base en outre sur le principe de l’accompagnement assuré par les responsables du service DropIn tout au long des démarches entamées par les candidat(e)s potentiel(le)s auprès des acteurs associés au projet tels que par exemple l’ADEM, les communes ou encore la Caisse Nationale de Santé.

Dans ce contexte, le service DropIn effectue également du « streetwork », qui revêt une importance cruciale dans le contexte de l’encadrement psychosocial des prostituées et représente une antenne pour suivre l’évolution de la prostitution de rue. De plus, se rendre sur le terrain est souvent le seul moyen d’être en contact avec des prostitué(e)s et pour sonder leurs besoins.

Toute victime (femme, homme, enfant) de la traite des êtres humains, VTEH, identifiée par la police judiciaire a droit, quels que soient notamment, la forme de traite, son pays d’origine, son sexe, son identité, son âge, son statut, à une assistance ambulatoire multiple et une assistance stationnaire, y compris l’attribution d’un tuteur aux VTEH mineures, à une protection et la mise en sécurité conformément à la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l’assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le nouveau code de procédure civile (Mém. A no 129 de 2009), en vue de son rétablissement physique, psychique et social, adaptés à ses besoins spécifiques et en vue de son rétablissement physique, psychique et social.

En amont de toute identification, une VTEH détectée et prête à accepter de l’aide est prise immédiatement en charge de manière ambulatoire par les services d’assistance aux victimes de la traite des êtres humains décrits ci-dessous, le temps de la mettre en confiance afin de pouvoir procéder avec elle aux démarches d’identification par la police judiciaire ouvrant le droit à l’assistance intégrale.

Toute personne physique ou morale, toute institution ou services peut détecter une VTEH et la réorienter vers les services d’assistance aux victimes de la traite ou/et les services de police judiciaire, voire prendre contact avec eux pour permettre à une VTEH d’obtenir de l’aide et de l’assistance

D'autres dispositions légales et règlementaires dont le règlement grand-ducal du 11 septembre 2014 (Mém. A no 40 de 2014) et le règlement modifié du 19 mars 1999 concernant l’agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services œuvrant à l’égalité entre les femmes et les hommes (Mém A no 56 de 1999) déterminent respectivement les conditions d’octroi et de fin de l’assistance et les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite, la collaboration avec la police en la matière. La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration concède pour sa part une période de réflexion et de rétablissement, ainsi que l'octroi d'un titre de séjour, aux VTEH issus de pays tiers.

Le ministère de l’Egalité entre les femmes et les hommes, le MEGA, est en charge de la coordination de l’assistance aux victimes (femmes, hommes et enfants) de la traite des êtres humains (VTEH).

Pour fournir et garantir cette assistance, le MEGA soutient financièrement à 100% par le biais de conventions :

* deux services d’assistance aux victimes de la traite des êtres humains agréés par lui, le COTEH de la Fondation Maison de la Porte Ouverte et le SAVTEH de l’asbl Femmes en détresse travaillant étroitement ensemble sous le nom commun d’Infotraite et coordonnant ensemble l’assistance ambulatoire et stationnaire aux VTEH pré-décrite.
* deux services agréés par lui de logements en milieu ouvert pour les VTEH, la Maison Coteh prioritairement pour femmes VTEH et la Maison Newstep pour femmes, hommes et ou familles VTEH de la Fondation Maison de la Porte Ouverte.
* deux services agréés par lui de logements en milieu ouvert des VTEH, la Villa pour l’accueil prioritaire d’hommes VTEH et l’Etape pour femmes, hommes et famille VTEH de la Fondation Caritas .
* le foyer d’accueil classique agréé par lui Maison Bové pour femmes en situation de détresse dont prioritairement les victimes de violence domestique et qui peut également accueillir des femmes VTEH de la Fondation Maison de la Porte Ouverte .
* le foyer d’accueil classique agréé par lui Fraenhaus pour femmes en situation de détresse dont prioritairement les victimes de violence domestique et qui peut accueillir des femmes VTEH de l’asbl Femmes en détresse .
* le service de logement encadré agréé par lui pour hommes en situation de détresse dont des victimes de violence domestique et qui peut également accueillir des hommes VTEH du service InfoMann de l’Asbl ActTogether .

Les enfants victimes de la traite des êtres humains sont pris en charge de manière stationnaire et encadrés par des structures pour enfants en situation de détresse aigue, conventionnées avec le Ministère de l’Education nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse.

Les adresses des structures d’accueil sont tenues secrètes pour des raisons de sécurité.

Les VTEH majeures et mineures sont étroitement suivies et assistées par les services Infotraite en coordination avec le personnel des structures d’accueil décrites ci-dessus.

Afin notamment d’informer et de soutenir les VTEH, d’informer, de sensibiliser et d’outiller aux phénomène, risques et conséquences de la traite des êtres humains la société dans sa globalité (tous les citoyens), ses divers acteurs dans les domaines entre autres économiques, sociaux, médicaux, de l’immigration, éducatifs, juridiques, politiques, de la société civile et les acteurs de terrain en contact avec des VTEH potentielles, permettant une meilleure détection des VTEH et une orientation de celles-ci vers les services d’assistance et de protection compétents, le Gouvernement a mis en place, par le biais du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains, instauré en 2014 par la loi précitée de 2009 et défini par le règlement grand-ducal du 10 mars 2014 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement dudit Comité, placé sous la présidence du ministère de la Justice et réunissant autour d’une même table les instances étatiques compétentes et les services agréés d’assistance aux VTEH, de nombreuses actions de prévention dont :

* fin 2016 et courant 2017 une campagne nationale d’information et de sensibilisation sur 3 grandes formes de traite (exploitation sexuelle, exploitation par le travail et exploitation par la mendicité forcée) à l’attention du grand public intitulée « Stoptraite » sur base d’affiches, de clips radio et cinéma en trois langues et des réseaux sociaux et la mise en place d’une brochure informative à l’attention du public,
* fin 2016 dans le cadre de la campagne sus-visée la mise en place d’un site d’information et d’orientation du public et des VTEH vers les services d’assistance Infotraite et les services spécifiques de la police judiciaire dédié à la thématique intitulé [www.stoptraite.lu](http://www.stoptraite.lu) et accessible en 3 langues ( FR,AL et AN), et la création d’un compte facebook dédié à la thématique ; une page d’accueil en ukrainien a été mis en place en 2022,
* depuis 2016 des formations annuelles de différents niveaux matière de traite des êtres humains au sein de l’Institut national (de formation) de l’Administration publique (INAP), et parmi les acteurs de la société civile et des divers domaines médicaux, sociaux, éducatifs, juridiques, économiques, de l’immigration et institutions demandeurs suivant leurs besoins, décrites sur le site du MEGA sous [Formation Traite | MEGA Catalogue](https://www.megacatalogue.lu/age/age-25-99/formation-traite/),
* en octobre 2019 dans le cadre de l’EUCPN (European Crime Prevention Network) une campagne pérenne de prévention contre la traite des êtres humains qui a pour objectif d'informer les victimes ou victimes potentielles de manière accessible et compréhensible (via des pictogrammes) sur leurs droits, où trouver de l'aide, de la protection et de l'information, à travers des affichages, des flyers et les réseaux sociaux, en de multiples langues et à des endroits très précis (gares, arrêts de bus, services d'assistance et d'accueil etc.) afin d'atteindre directement les populations vulnérables,
* des actions de sensibilisation thématiques régulières à l’attention du grand public et des professionnels avec la société civile
* la mise en place d’un Plan d’Action National Traite, un deuxième pluriannuel étant en cours d’élaboration,
* l’élaboration d’une feuille de route à l’attention des principaux acteurs de terrain afin de fixer les mécanismes de détection et de prise en charge et protection des VTEH,
* une étroite collaboration avec l’European Migration Network dans le cadre notamment de travaux de recherche, d’études, de sensibilisation et d’information sur la thématique de la traite en lien avec les migrations
* une collaboration étroite avec le Benelux afin de renforcer la coopération mutlidisiciplinaire transrégionale et transnationale entre acteurs de terrain des trois pays en vue d’une meilleure protection et prise en charge des VTEH et de renforcer les actions de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains. Chaque année des journées thématiques d’échanges de bonnes pratiques et de travaux d’analyses des défis relevés et à relever dans le cadre de la traite sont organisées par le pays assurant la présidence.

Le ministère de la Justice en charge de la coordination au niveau national de la prévention et lutte contre la traite des êtres humains place une rubrique consacrée à la traite des êtres humains [Lutte contre la traite des êtres humains - Ministère de la Justice // Le gouvernement luxembourgeois](https://mj.gouvernement.lu/fr/dossiers/2020/lutte-traite-humains.html).

Le MEGA a également mis en place sur son site d’une rubrique consacrée à la traite des êtres humains [Traite des êtres humains - Egalité et Société - Egalité entre les femmes et les hommes - Luxembourg (public.lu)](https://mega.public.lu/fr/societe/Traite-des-etres-humains.html). Dans son Plan d’action national Egalité, il couvre également la traite par la mesure 6.5 du chapitre 6 sur les violences visant une meilleure coordination de l’encadrement des VTEH. De 2018 à 2021 le ministère a remanié son site d’information et de sensibilisation [www.violence.lu](http://www.violence.lu), lancé en 2010 dans le cadre de la violence domestique suite à l’approbation de la Convention d’Istanbul afin de couvrir toutes les formes de violence fondées sur le genre aux côtés de la violence domestique couvertes par la Convention illustrées par des pictogrammes et de le rendre plus accessible et compréhensible en quatre langues (FR,PT,AL et AN) tant au grand public, qu’aux victimes, témoins et auteurs de ces violences. Le site les informe sur leurs droits et devoirs, les actions et démarches possibles et les guide vers des services d’aide appropriés à la forme de violence vécue au regard notamment de leur sexe et de leur âge via un moteur de recherche. Le site informe également sur les multiples actions de prévention et publications mises en place par le Gouvernement et les acteurs de la société civile. La traite des êtres humains y est également décrite. En 2022, des flyers informatifs en quatre langues (FR,PT,AL et AN) à l’attention des victimes ont également été élaborés sur le même principe de pictogrammes illustrant les différentes formes de violence précitées dont la traite des êtres humains et distribués au niveau national dans de multiples lieux ouverts à tout public. Des messages d’information et de sensibilisation sont régulièrement publiés sur les réseaux sociaux tant à l’attention des victimes que du public.

Concernant l’accès aux prestations de soins de santé, un projet-pilote de Couverture universelle des soins de santé (CUSS), inscrit dans l’accord de coalition 2018-2023, a été lancé en avril 2022. Ce projet a pour but premier l’intégration des personnes exclues du système de soins de santé en leurs permettant l’accès à une assurance maladie volontaire auprès du Centre commun de la sécurité sociale. Dans le cadre de cette CUSS, toutes les associations conventionnées sont sensibilisées à la traite humaine. De plus, le fait d’être affilié à la sécurité sociale via la CUSS permet aussi aux victimes potentielles de créer un lien avec leur assistant social référent dans le cadre du suivi social prévu. Les assistants sociaux orientent voire même accompagnent les victimes vers/dans les services spécialisés, car il s’agit de situation très complexe qui demande un énorme effort aux victimes et qui nécessite une grande confiance envers leur(s) interlocuteur(s). La CUSS n’est pas en soi une mesure qui prévient directement les risques d’esclavage, mais du fait qu’elle soit prestée par des professionnels du secteur social « bas-seuil », elle permet d’offrir un mécanisme de détection supplémentaire concernant les victimes potentielles, notamment pour les personnes en situation de sans-abrisme qui font parties du public cible.

5) Existe-t-il des exemples de mesures positives mises en œuvre par des organisations de la société civile ou d'autres parties prenantes non gouvernementales pour protéger et promouvoir les droits des personnes en situation de « sans-abrisme » ou risquant d’y entrer et pour éviter qu'elles ne soient victimes des formes contemporaines d'esclavage ? Si oui, veuillez fournir des détails.

Le Ministère de la Famille, de l’Intégration et à la Grande Région conventionne des organismes œuvrant dans le domaine du sans-abrisme et l’exclusion liée au logement et finance ainsi des mesures à l’échelle nationale en faveur des personnes vulnérables en détresse de logement. Citant quelques-unes :

* Le projet *Housing First* pour personnes sans-abri de longue durée par le Comité national de défense sociale (CNDS) ;
* Le projet *Housing First* pour femmes sans-abri de longue durée par Caritas Accueil et Solidarité ;
* Trois haltes de nuit à Luxembourg-Ville gérées par Caritas Accueil et Solidarité et la Croix-Rouge, dont une est réservée exclusivement aux femmes ;
* Le service *Premier Appel* d’Inter-Actions, un dispositif d’intervention d’urgence créé pour aller vers les personnes en détresse, à des périodes non couvertes par les services en place ;
* Deux foyers d’urgence (le *Centre Ulysse* à Luxembourg-Ville et le *Foyer Abrisud* à Esch-sur-Alzette) ;
* L’Action Hiver ayant pour but de garantir un hébergement temporaire, des repas, un accès à des facilités sanitaires et des services tels que des permanences médicales afin de satisfaire les besoins primaires des personnes sans-abri pendant les mois les plus froids de l’hiver.

6) Quels sont les défis qui restent à relever - en droit et en pratique - pour empêcher les personnes en situation de sans-abris d'être soumises à des formes contemporaines d'esclavage et pour prévenir et éliminer le « sans-abrisme » conformément à l'Objectif de Développement Durable 11.1 et au droit international des droits de l'homme ?

/

7) Quelles recommandations pratiques proposeriez-vous pour surmonter ces défis en cours ?

/

1. <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2023/02-fevrier/20-personnes-sans-domicile/rapport-final-du-recensement-des-personnes-sans-abri-au-luxembourg.pdf> [↑](#footnote-ref-1)
2. <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2023/02-fevrier/20-personnes-sans-domicile/infographie.pdf> [↑](#footnote-ref-2)